

Assemblée générale des Nations Unies

New York, 19 septembre 2017

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement,

Si j'ai aujourd'hui le privilège de m'exprimer devant vous, je sais à qui je le dois.

Je le dois à tous ceux qui, voici un peu plus de soixante-dix ans, se sont levés contre un régime barbare qui s'était emparé de mon pays, la France.

Je le dois aux nations qui ont entendu le cri de ces résistants et qui, d'Amérique, d'Afrique, d'Océanie, d'Asie, ont vers les côtes françaises envoyé à leur secours leurs filles et leurs fils.

Ils ne savaient pas tous ce qu'était la France, mais ils savaient que la défaite de la France était aussi la défaite d'idéaux qu'ils partageaient, dont ils étaient fiers et pour lesquels ils étaient prêts à mourir. Ils savaient que leur liberté et leurs valeurs dépendaient de la liberté d'autres femmes et d'autres hommes vivant à des milliers de kilomètres d'eux.

Je le dois à ceux qui, la guerre finie, ont osé la réconciliation et ont reconstruit un nouvel ordre international. A ceux qui comme René Cassin, ont compris que les droits de l'Homme étaient au cœur de la légitimité internationale.

A ceux qui ont jugé les coupables, recueilli les victimes, réparé les fautes. A ceux qui ont voulu croire que les valeurs que cette guerre avait bafouées devaient reprendre leur juste place. Des valeurs de tolérance, de liberté, d'humanité, qui sont fondatrices des Nations-Unies. Pas parce que ces valeurs étaient belles, mais parce qu'elles étaient justes et permettaient d'éviter que le pire n'advienne.

Aussi, si mon pays aujourd'hui possède dans l'ordre des nations cette place un peu singulière, il a aussi une dette à l'égard de tous ceux qu'on a privés de leur voix. Et je sais que le devoir de la France est de parler pour ceux qu'on n'entend pas.

En ce jour, ce sont ces voix oubliées que je veux porter.

J'ai entendu Bana, citoyenne d'Alep, et c'est sa voix que je veux ici porter

Elle a vécu sous la terreur des bombardements, des polices et des milices. Elle a connu les camps de réfugiés.

Le peuple syrien a assez souffert pour que la communauté internationale prenne acte d'un échec collectif et s'interroge sur ses méthodes.

Pour établir une paix durable et juste, il y a urgence à nous concentrer sur le règlement politique de la crise par la transition, comme le Conseil de sécurité l'a acté à l'unanimité dans la résolution 2254 de 2015. La France est à l'initiative avec ses partenaires pour soutenir les efforts des Nations unies et enclencher, enfin, une feuille de route politique inclusive en Syrie. C'est pour cela que je souhaite que nous puissions lancer un groupe de contact avec tous les membres du P5 et l'ensemble des parties prenantes.

Le format Astana peut être utile mais il ne suffit pas, et ces derniers jours ont mis en lumière bien des difficultés. Donnons-nous les moyens réels d'enclencher les négociations car la solution sera à terme politique et non militaire. C'est notre intérêt à tous et d'abord celui des Syriens.

Dans ce contexte, j'ai indiqué quelles étaient nos deux lignes rouges. La France sera d'une intransigeance absolue sur l'emploi d'armes chimiques. Les auteurs de l'attaque du 4 avril dernier devront être traduits devant la justice internationale. Cela ne doit plus jamais se produire.

En Syrie mais aussi dans toutes les crises, les attaques contre les blessés et le personnel humanitaire, l'obstruction de l'accès aux soins ou la destruction des structures médicales atteignent des niveaux sans précédent. La France a décidé d'en faire l'une des priorités de sa présidence du Conseil de sécurité le mois prochain.

Agir pour la paix en Syrie c'est agir pour le peuple syrien mais c'est aussi nous protéger tous contre le terrorisme islamiste.

Car en Syrie, en Irak, c'est contre le terrorisme que nous nous battons.

Nous agissons pour tous ceux qui ont péri dans ses attaques au cours des derniers mois. Le terrorisme djihadiste a frappé sur tous les continents, nos concitoyens, de toutes les religions.

Nous devons tous nous protéger en unissant nos forces et notre sécurité devient la première priorité. C'est le sens des initiatives que la France porte pour lutter contre l'utilisation d'Internet par les terroristes et contre toutes les sources de leur financement – nous organiserons en 2018 une conférence sur ce combat dans lequel je vous appelle à tous vous engager. C'est le sens, aussi, de l'action militaire que la France

mène au sein de la coalition en Syrie et en Irak, dans le respect du droit international.

Ce combat contre le terrorisme est militaire. Il est aussi éducatif, culturel, moral. Il passe par notre action au Moyen-Orient, en Afrique mais aussi en Asie.

J'ai entendu Ousmane, écolier à Gao, et c'est sa voix que je veux ici porter.

Son enfance se passe au Mali dans la hantise des attentats aveugles. Et pourtant son seul rêve est d'aller à l'école sans risquer la mort.

Au Sahel, nous sommes désormais tous engagés : Nations Unies, pays de la région au sein de la MINUSMA et de la force conjointe du G5, Union européenne et ses Etats membres. Je veux ici rendre hommage à tous ces acteurs en rappelant que c'est un effort particulièrement douloureux et cher en vies humaines.

Notre défi est d'éradiquer le terrorisme et pour ce faire de renforcer les capacités nationales pour que les Etats eux-mêmes prennent en charge leur sécurité. Quels que soient les moyens que nous mettrons, nous ne réussirons pas dans notre mission collective si les pays les plus concernés ne sont pas en mesure d'assumer leurs propres responsabilités.

C'est pourquoi j'ai soutenu dès ma prise de fonction le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel et j'en appelle ici à votre mobilisation collective. C'est pourquoi aussi je veux m'investir dans le renforcement du soutien aux opérations africaines de paix, car c'est cela l'avenir. Nous devons repenser collectivement l'articulation entre maintien de la paix, organisations régionales et pays hôtes. Notre capacité à répondre aux aspirations de paix des populations en dépend.

Assurément, la réponse militaire ne pourra jamais être la seule réponse. Je veux insister ici sur la nécessité d'une réponse politique – et je pense bien sûr à la mise en œuvre de l'accord d'Alger – et de développement.

J'ai entendu Kouame et c'est sa voix que je veux ici porter

Jeté sur les routes, il a traversé l'Afrique avant de remettre son sort en Libye entre les mains de passeurs. Il a traversé la Méditerranée. Il est parvenu à bon port quand tant d'autres périssaient en mer.

Le réfugié, le déplacé ou celui qu'on appelle tristement le migrant est en réalité devenu le symbole de notre époque. Le symbole d'un monde où aucune barrière ne pourra s'opposer à la marche du désespoir si nous ne transformons pas les routes de la nécessité en routes de la liberté.

La nécessité, c'est la fuite face aux persécutions dont sont victimes les Rohingyas. Plus de 400 000 réfugiés, dont la majorité sont des enfants. Les opérations militaires doivent cesser, l'accès humanitaire assuré et le droit rétabli face à ce qui est, nous le savons, un nettoyage ethnique. La France prendra l'initiative au Conseil de sécurité.

La nécessité c'est le départ pour sauver sa famille quand la guerre fait rage et que le droit international humanitaire n'est plus respecté mais instrumentalisé, comme en Syrie, dans la stratégie de violence des acteurs. L'exil, quand les défenseurs de la liberté sont les premières cibles des pouvoirs en place.

La protection des réfugiés est un devoir moral et politique dans lequel la France a décidé de jouer son rôle. En soutenant le Haut-Commissariat aux réfugiés partout où il doit intervenir. En ouvrant des voies légales de réinstallation au plus proche des zones de conflit, au Liban, en Jordanie, en Turquie mais aussi au Niger et au Tchad. En défendant le droit d'asile et le respect absolu de la Convention de Genève. Le 28 août à Paris

nous avons réuni des pays africains et européens les plus directement concernés par les flux migratoires sur la route de la Méditerranée centrale. Nous avons adopté une feuille de route dont la priorité est de lutter contre les trafiquants qui font commerce de la misère. Nous devons mettre un terme aux violations insupportables des droits fondamentaux en mettant en place une infrastructure humanitaire avec le HCR et l'OIM, en aidant les pays d'origine et de transit à mieux contrôler les flux.

Face au terrorisme, aux migrations, les réponses de court terme s'imposent afin de gérer les crises. Mais c'est notre volonté politique de traiter les causes des instabilités qui est en jeu.

Ces causes sont profondes, morales, civilisationnelles. Ce sont les causes des conflits mais c'est en particulier le défi du développement que nous devons relever. Sans développement, la sécurité est une vue de l'esprit.

J'ai décidé que la France jouerait son rôle en fixant l'objectif de consacrer 0,55% de notre revenu nationale pour l'aide publique au développement d'ici 5 ans. Cette promesse, cette fois, sera tenue parce qu'elle est sincère et réaliste.

L'enjeu c'est donc d'investir dans le développement, non pas en alignant des chiffres, des promesses qui font plaisir quand on les dit mais dont on ne voit jamais l'aboutissement sur le terrain.

Nous devons aussi revisiter nos approches pour être plus efficaces. C'est l'objet de l'Alliance pour le Sahel que nous avons lancée avec l'Union européenne, la Banque mondiale et le PNUD.

La première priorité, c'est d'investir dans l'éducation, et j'appelle ici la communauté internationale à être au rendez-vous en février 2018, à

Dakar, pour la reconstitution du Partenariat mondial pour l'éducation que la France co-présidera avec le Sénégal.

La deuxième priorité, c'est d'investir dans la santé, dans la lutte contre les grandes pandémies et contre la malnutrition.

Parce qu'aucun espoir n'est permis quand on ne peut pas se former ni se soigner.

Dans ce combat pour le développement, nous avons besoin aussi de soutenir la culture et la diversité linguistique.

L'UNESCO doit faire conserver au monde un visage humain quand tant d'obscurantismes voudraient en supprimer l'incroyable diversité. C'est pour que la culture et la langue de chacun vive et perdure que nous nous battons. Pour que continue le progrès de l'esprit.

Cela implique la liberté de conscience. La liberté d'expression. L'ONU a vocation à protéger la liberté de ceux qui pensent, réfléchissent, s'expriment, et notamment la liberté de la presse. C'est pourquoi j'appelle à la désignation d'un représentant spécial du SGNU sur la protection des journalistes dans le monde.

Je parle au nom de Jules, mon compatriote, vivant sur l'île de Saint-Martin. Je songe à sa maison détruite. A sa peur que cela ne recommence encore et encore parce que le réchauffement climatique multiplie les catastrophes.

L'avenir du monde, c'est celui de notre planète, qui est en train de se venger de la folie des hommes.

Elle ne négociera pas. Il revient à l'humanité de se défendre en la protégeant. Les dérèglements climatiques font voler en éclats la traditionnelle opposition entre le Nord et le Sud. Les plus fragiles sont

toujours les premières victimes, emportées dans un tourbillon d'injustices. Nous sommes tous frappés par les emballements terribles du climat, de la Chine aux Caraïbes en passant par la Russie ou la Corne de l'Afrique

Mon pays, devant cette assemblée, avait promis un accord universel à Paris. Il a été obtenu et signé, dans cette salle. Cet accord ne sera pas renégocié. Il nous lie. Il nous rassemble. Le détricoter serait détruire un pacte qui n'est pas seulement entre les Etats mais entre les générations. Il pourra être enrichi, de nouvelles contributions, de nouveaux apports mais nous ne reculerons pas.

Je respecte la décision des États-Unis, la porte leur sera toujours ouverte. Mais nous continuerons, avec tous les gouvernements, avec les collectivités locales, les villes, les entreprises, les ONG, les citoyens du monde à mettre en œuvre l'accord de Paris. Nous avons pour nous la force des pionniers, l'endurance, la certitude et l'énergie de ceux qui veulent construire un monde meilleur.

Nous le construirons, sans attendre, en mettant en œuvre nos contributions nationales comme la France l'a fait en adoptant son Plan climat, qui la place sur le chemin de la neutralité carbone. En rassemblant à Paris, le 12 décembre prochain, tous ceux qui sont décidés à avancer autour de solutions concrètes en mobilisant les financements publics et privés— et je confirme ici que la France y prendra sa part en allouant 5 Mds d'euros par an à l'action sur le climat d'ici à 2020.

Nous redoublerons d'ambition en présentant cet après-midi un Pacte mondial pour l'environnement dont l'ambition sera de forger le droit international du siècle qui vient, avec l'appui des agences de l'ONU.

Derrière chacune de nos décisions, il y a ces voix, et il y a ces vies. Il y a le cortège invisible de ceux que nous devons défendre parce qu'un jour on nous a nous-même défendus.

Toutes ces voix qui appellent, pourquoi ne les entendons-nous pas davantage ?

Pourquoi ne savons-nous plus faire ce qui, voici soixante-dix ans, avait redonné à l'humanité entière la force de croire en elle : la responsabilité planétaire, le goût de l'entraide, la foi dans le progrès ?

Les équilibres du monde ont profondément changé ces dernières années. Le monde est redevenu multipolaire. Cela veut dire qu'il nous faut réapprendre la complexité du dialogue mais aussi sa fécondité.

Or, l'action collective se heurte à l'instabilité des Etats.

Ainsi de la Libye. Six ans après son intervention armée, je prends acte, devant cette assemblée, de la responsabilité particulière de la France pour que ce pays retrouve la stabilité. La rencontre de la Celle-Saint-Cloud du 25 juillet a permis de faire avancer la réconciliation indispensable à la réussite du processus politique, sous l'égide des Nations Unies. Aux côtés du Secrétaire Général et de son représentant spécial, nous devons parvenir en 2018 à l'organisation d'élections qui marqueront le début d'une restauration effective de l'État. J'y mettrai toute mon énergie.

Le multilatéralisme peine à faire face aux défis de la prolifération nucléaire. Il ne parvient pas à conjurer des menaces que nous pensions à jamais révolues et qui sont réapparues, brutalement, dans notre présent.

Pyongyang a franchi, en le revendiquant, un seuil majeur dans l'escalade militaire. La menace nous concerne tous immédiatement, existentiellement, collectivement.

A ce jour, la Corée du Nord n'a donné aucun signe d'une volonté de négocier. Ses dirigeants s'enferment dans une surenchère acharnée. Notre responsabilité, avec tous nos partenaires dont la Chine, est de la ramener, par la fermeté, à la table des négociations d'un règlement politique de la crise. La France refusera toute escalade et ne fermera aucune porte au dialogue, si les conditions sont réunies pour que ce dialogue soit utile à la paix.

C'est ce même objectif qui me conduit à défendre l'accord nucléaire avec l'Iran. Notre engagement sur la non-prolifération nucléaire a permis d'obtenir le 14 juillet 2015 un accord solide, robuste et vérifiable qui permet de garantir que l'Iran ne se dotera pas de l'arme nucléaire. Le dénoncer serait une lourde erreur, ne pas le respecter serait irresponsable, parce que c'est un bon accord, essentiel à la paix à l'heure où le risque d'une spirale infernale ne saurait être exclu. C'est ce que j'ai dit hier aux États-Unis et à l'Iran.

Je ne sais si mon lointain successeur aura dans soixante-dix ans le privilège de s'exprimer devant vous.

Le multilatéralisme survivra-t-il à la période de doute et de dangers que nous connaissons ?

En vérité, il faudrait que nous nous souvenions de l'état du monde voici soixante-dix ans, brisé par la guerre et stupéfait par les génocides.

Et il faudrait que nous retrouvions l'optimisme que nous avons opposé à ces raisons de douter, que nous retrouvions foi en ce qui nous unit.

C'est-à-dire que nous retrouvions confiance en ces valeurs fondatrices de l'ONU qui sont universelles et qui protègent les individus partout sur la planète et garantissent leur dignité.

Car le multilatéralisme est la méthode la plus efficace face aux défis globaux ; c'est la concrétisation d'une vision du monde qui nous protège seule de la loi du plus fort ; c'est la règle de droit en acte.

C'est croire aussi que l'ONU a toute légitimité pour agir et préserver les équilibres du monde.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une ONU ayant retrouvé sa pleine légitimité. Ce sont les équilibres mondiaux actuels et non ceux de 1945 qui doivent être pris en compte. Le Conseil de sécurité doit être réformé pour y faire entrer les anciens vaincus et les nouvelles puissances.

Au XXIème siècle, nous avons besoin d'une ONU responsable et efficace, qui se donne les moyens de surmonter ses propres blocages quand des centaines de milliers de vie sont en jeu.

Quand le Conseil de sécurité ne parvient pas à prendre les décisions qu'il faudrait, c'est moins l'institution qu'il faut interroger que le comportement de ses membres. C'est le sens de la proposition de la France, qu'elle s'applique déjà à elle-même, adressée aux autres membres permanents, de ne pas utiliser le droit de veto quand des atrocités de masse sont commises.

Nous avons enfin besoin d'une ONU agile, qui articule mieux son action avec celle des organisations régionales, avec une meilleure répartition des rôles.

Les Nations Unies sont incontournables mais elles n'ont pas le monopole de la gestion des crises : l'Union européenne, l'Union africaine, les organisations sous-régionales sont des acteurs essentiels. Nous devons inventer des réponses nouvelles pour mieux associer et responsabiliser les pays les plus concernés dans la prise en charge de leur propre sécurité.

Nous avons besoin de sortir de nos bureaux, des rencontres entre Etats et entre gouvernements pour aller chercher d'autres énergies. C'est ce que nous faisons pour mettre en oeuvre l'accord de Paris, avec les Etats, les collectivités locales, les entreprises, les ONG, les citoyens du monde entier.

C'est pourquoi la France appuie l'action du Secrétaire général et sa réforme pour une ONU moins bureaucratique.

Les voix oubliées que ce jour j'ai voulu porter ne peuvent résonner que dans une enceinte comme celle-ci. Une enceinte où chacun a sa place. Où chacun peut se faire entendre de ceux qui ne veulent pas écouter.

A ceux-ci, je dirai :

Ne pas écouter la voix des opprimés et des victimes, c'est laisser leur malheur grandir, prospérer, jusqu'au jour où il nous frappera tous. C'est donc oublier que leur sécurité est aussi notre sécurité. Que leur vie engage la nôtre. Nous ne saurions rester indemnes dans un monde qui s'embrase.

Ne pas écouter ceux qui nous appellent à l'aide, c'est croire que les murs et les frontières nous protègent. Mais ce ne sont pas les murs qui nous protègent. C'est notre volonté d'agir. C'est notre volonté d'influencer le cours de l'Histoire. C'est notre refus d'accepter que l'Histoire s'écrive sans nous, pendant que nous nous croyons à l'abri. Ce qui nous protège, c'est notre souveraineté et l'exercice souverain de nos forces au service du progrès. C'est cela, l'indépendance des nations.

Ne pas écouter ces voix, c'est croire que leur misère n'est pas la nôtre.

Que nous posséderons pour toujours les biens dont ils ne pourront que rêver. Mais lorsque ce bien, c'est la planète ; lorsque ce bien c'est la paix ; lorsque ce bien, c'est la justice et la liberté, n'est-il pas évident que nous ferions une lourde erreur en croyant en jouir seuls dans notre coin ? Le climat se joue des frontières. La guerre traverse les continents. L'oppression est un cancer fulgurant qui détruit les sociétés. Si nous ne prenons pas la défense de ces biens communs, nous serons tous balayés. Nous laissons s'enflammer des brasiers où demain l'Histoire jettera nos propres enfants.

Aucun de vous ne souhaite un tel avenir, ni pour soi, ni pour les générations à venir.

Mais cet avenir, Mesdames, Messieurs, sera exactement ce que vous voulez qu'il soit.

Ici, la fatalité n'a pas sa place.

Car tous ensemble nous déciderons du visage que nous voulons donner au monde.

Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce visage ne soit pas celui du renoncement et de l'échec.

Travaillons ensemble à l'éclairer, pour une fois, d'un sourire rassurant.
C'est ce que la voix de l'humanité tout entière attend de nous.

Je vous remercie.